

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar le Duc  
14 rue Antoine DURENNE  
Parc Bradfer - CS70542  
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 09/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CEDE -Centrale Eolienne Demange-aux-Eaux**

4 rue Jules Ferry  
34000 Montpellier

Références : SV/2025-506  
Code AIOT : 0006209186

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement CEDE - Centrale Eolienne Demange-aux-Eaux implanté centrale éolienne de Demange-aux-Eaux 55130 Demange-Baudignécourt. L'inspection a été annoncée le 18/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi des mesures ERC mises en place par l'exploitant pour réduire l'impact de son parc éolien sur l'avifaune et les chiroptères.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEDE -Centrale Eolienne Demange-aux-Eaux
- centrale éolienne de Demange-aux-Eaux 55130 Demange-Baudignécourt

- Code AIOT : 0006209186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société Centrale Eolienne de Demange-aux-Eaux (CEDE) à Demange-aux-eaux est autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-643 du 4 mars 2016 modifié.

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En 2011, lors de l'obtention du permis de construire du parc éolien, l'exploitant s'était engagé à réaliser une mesure de compensation liée à l'autorisation de défrichement de 0,92 hectares de forêt. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection la parcelle en cours de reboisement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
8	Auto-surveillance	AP Complémentaire du 26/03/2016, article 10	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès à l'intérieur de l'aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Montant des garanties financières	AP Complémentaire du 24/03/2016, article 5	Sans objet
5	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	AP Complémentaire du 24/03/2016, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	AP Complémentaire du 24/03/2016, article 6	Sans objet
7	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	AP Complémentaire du 26/03/2016, article 7	Sans objet
9	Actions correctives	AP Complémentaire du 26/03/2016, article 11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suivis environnementaux ont été réalisés, cependant des compléments sont nécessaires pour déterminer les mesures permettant de réduire autant que possible l'impact du parc sur l'avifaune. Quelques panneaux informant les tiers des risques liés à la présence des éoliennes sont trop éloignés de celles-ci et sont en nombre insuffisant. Cependant l'exploitant s'est engagé à ajouter d'autres panneaux et à les déplacer si nécessaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration des données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en service du parc
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I -Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs « et du (des) poste(s) de livraison ». Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :- « le dépôt d'un dossier » de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;- le dépôt d'un dossier au préfet « pour le renouvellement de l'installation »;- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs « y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation» ;- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;- le démarrage du chantier de démantèlement « de l'installation » :« - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. »Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>

<b>Constats :</b>
Par erreur, l'exploitant a réalisé une déclaration OREOL pour un autre parc situé sur la commune de Demange-aux-eaux. Il s'est engagé à corriger sa déclaration OREOL sous un mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant est tenu de corriger sa déclaration OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Accès à l'intérieur de l'aérogénérateur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, protection des tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.
Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements
<b>Constats :</b>
Les 9 aérogénérateurs sont équipées de portes fermées à clef, ainsi que les deux postes de livraison, ne permettant pas l'accès à l'intérieur des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Identification des aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
« Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. » Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 9 aérogénérateurs sont identifiés par un numéro, affiché sur le mât. L'exploitant a mis en place les panneaux destinés à informer les tiers des risques liés à l'exploitation du parc. Les consignes affichées sur les panneaux répondent aux prescriptions de l'article 14.</p> <p>Cependant, pour un total de 9 aérogénérateurs, le parc éolien dispose de 4 panneaux d'affichage, répartis le long de la route départementale menant aux chemins d'accès aux éoliennes.</p> <p>L'inspection a constaté que cette répartition des panneaux ne permet pas une bonne information des tiers de part la distance entre l'aérogénérateur et le panneau de consigne.</p> <p>Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de positionner les panneaux sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, soit à proximité de chacun des 9 aérogénérateurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de positionner les panneaux sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, soit à proximité de chacun des 9 aérogénérateurs pour assurer une information claire à destination des piétons.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Montant des garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/03/2016, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acte de cautionnement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités et installations visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.</p> <p>Le montant initial des garanties financières à constituer avant la mise en service des installations, en application des articles R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement par la société CEDE, s'élève donc à :</p> <p><b>473 684</b> Euros : <math>9 \times 50\,000 \times [(700,5/667,7) \times (1+0,200)/(1+0,196)]</math>, en sachant qu'il prend en compte l'indice TP01 de septembre 2014 qui est fixé à 700,5.</p> <p>L'exploitant réactualise, tous les cinq ans, le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'acte de cautionnement solidaire d'un montant de 916 260 euros à renouveler au 1er avril 2029.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/03/2016, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, I.- Protection des chiroptères /avifaune

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser, en complément des dispositions imposées par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, un suivi ornithologique, pendant une durée de 3 ans, par des écologues spécialisés en avifaune. Ce suivi intègre par ailleurs un recensement des populations chiroptérologiques, qui comprend au moins 4 campagnes d'observation par an.

Les résultats dudit suivi, qui sont communiqués à l'inspection des installations classées, sont accompagnés d'éventuelles propositions de l'exploitant (par exemple : élévation du seuil de déclenchement des éoliennes) en cas d'activité importante et d'impact avéré sur les espèces recensées.

**Constats :**

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection les suivis environnementaux des années 2019, 2020 et 2021, accompagnés d'un suivi ornithologique d'une durée de 3 ans.

Le suivi environnemental est réalisé depuis 2019 , en prenant en compte un bridage chiroptère préventif :

« Pour réduire la mortalité engendré par le parc éolien, la période de bridage s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 15 octobre (1 heure avant le coucher du soleil, 1 heure après le lever), à des vitesses de vent inférieures à 4,5m/s et des températures supérieures à 12°C.

Suite à la visite et après échange avec l'exploitant, le bridage chiroptère peut être acté par le projet d'arrêté ci-joint.

En ce qui concerne la mortalité avifaune, en 2020, elle concernait un milan noir (éolienne 2.9) et un faucon crécerelle (éolienne 2.8). Sur trois ans, au total, on dénombre 18 cadavres d'oiseaux. Cette mortalité n'est toutefois pas significative au regard de l'état de conservation des espèces.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/03/2016, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, II.- Protection du paysage

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble du réseau électrique de liaison est enterré.  
(...)

Un bardage en bois est mis en place sur les deux postes de livraison situés au sein du bois communal "Rinlieu".
<b>Constats :</b>  L'ensemble du réseau électrique est enterré. Les deux postes de livraison sont recouverts d'un bardage en bois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, phase travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux de déboisement/défrichage, ainsi que les travaux de terrassement et VRD sont réalisés entre le 1 <sup>er</sup> septembre et le 1 <sup>er</sup> mars (en dehors des périodes de nidification). [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a justifié sur la base de compte rendu de chantier que les travaux ont débutés le 4 septembre 2017 et se sont terminés le 5 mars 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Auto-surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2016, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveau sonore et antenne SDIS
<b>Prescription contrôlée :</b>  En complément des mesures d'auto-surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire définit au présent article.  <i><b>I.- Auto surveillance des niveaux sonores</b></i>  L'exploitant fait réaliser une campagne de mesure des niveaux acoustiques, dans les 6 mois qui suivent la mise en service du parc éolien. Les résultats de ces mesures sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.  Tout éventuel changement d'usage de la ferme de la Grangette est accompagné, si nécessaire, de propositions de l'exploitant destinées à respecter les émergences réglementaires (par exemple :



bridage ou arrêt des machines pour certaines vitesses).

## **II.- Autres mesures d'auto surveillance**

L'exploitant devra solliciter, dans le mois qui suit la notification du présent arrêté, l'avis du service interministériel zonal des systèmes d'information et de communication (SIZSIC) sur ce projet et ses éventuels impacts sur le réseau à la charge de ce service.

En fonction des conclusions de l'avis donné par ce service, l'exploitant pourra, être amené à installer, à sa charge, une console de type « réseau départemental d'alerte (RDA) » alimentée en secours par liaison IP. Les caractéristiques techniques précises du matériel à acquérir et de l'installation à réaliser devront être conformes aux préconisations du SDIS 55 (service des systèmes d'information). Une convention de mise à disposition de cette installation au profit du SDIS devra être actée, au plus tard 3 mois après réception de l'avis du service interministériel zonal des systèmes d'information et de communication (SIZSIC).

### **Constats :**

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats d'analyses de mesures acoustiques réalisés en janvier 2019, qui montrent que les émergences réglementaires sont respectées.

Lors de la visite l'exploitant a indiqué que, lors de la construction du parc en 2018, un projet d'installation d'une console de type réseau départemental d'alerte avait été évoqué avec le SDIS. Suite à la visite, l'exploitant a contacté le SDIS par mail, afin de lui demander si un impact sur le réseau justifiait toujours l'installation de ce projet.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection de la réponse des services du SDIS et de la suite à donner.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## **N° 9 : Actions correctives**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/03/2016, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, niveau sonore et antenne SDIS

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant suit les résultats des mesures, qu'il réalise en application de l'article 10, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs

réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les mesures d'auto-surveillance décrites à l'article 10 ne nécessitent pas d'actions correctives, à ce jour, sous réserve de la réponse du SDIS concernant le projet d'installation d' une console de type réseau départemental d'alerte.

**Type de suites proposées :** Sans suite